

Arrêtons le massacre du peuple palestinien !

L'horreur continue !

A ce jour, plus de 1000 morts palestiniens, civils dans l'écrasante majorité, des quartiers entiers de Gaza réduits en poussière, d'où l'on sort des corps écrasés ou déchiquetés, des hôpitaux et autres infrastructures civiles vitales détruits par le machine de guerre israélienne, sans que cela ne fasse réagir les soit disant grands de ce monde.

Quelle honte !

Les gouvernements occidentaux doivent cesser d'être inaudibles. Le président François Hollande et son gouvernement doivent rompre avec cet alignement inconditionnel sur l'Etat israélien et sa politique meurtrière de colonisation.

L'Union européenne dispose d'un moyen simple : la suspension de l'accord d'association avec Israël qui donne des avantages économiques à ce pays. Une condition essentielle de cet accord est le respect des droits humains, ce qui n'est pas le cas avec la colonisation et l'existence du mur, qui sont illégaux selon le droit international.

En tant qu'organisation démocratique, le collectif Palestine Amiens dénonce cette passivité coupable de nos gouvernants, et exige des actions concrètes de la France auprès du pouvoir israélien et du Conseil de sécurité de l'ONU.

Dans la continuité des deux manifestations des 12 et 19 juillet et des deux rassemblements du 23 et du 26 juillet, nous participons à la **manifestation du 02 août, à 15 h, Parvis de la maison de la culture** et vous appelons à contribuer au succès de cette manifestation :

- Pour l'arrêt immédiat de l'offensive terrestre et des bombardements meurtriers sur Gaza.
- Pour l'arrêt de l'agression israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem.
- Pour la levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza.
- Pour des sanctions immédiates contre Israël jusqu'à ce que cet État respecte le droit international.
- Pour le soutien au gouvernement palestinien d'entente nationale et à l'ensemble des forces de résistance du peuple palestinien.

Collectif Palestine Amiens

(Collectif regroupant des organisations et des citoyennes et citoyens)